

Le 30 octobre 2018

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rebond mesuré de la croissance au troisième trimestre en France

Analyse de Philippe Crevel, Directeur du Cercle de l'Épargne

Après deux premiers trimestres décevants, la croissance s'est légèrement accélérée au troisième trimestre en passant de 0,2 à 0,4 %. Cette amélioration est imputable à la consommation et aux échanges extérieurs. Compte tenu du retard accumulé sur le premier semestre, ce résultat est néanmoins décevant. Avec la fin des grèves dans le secteur des transports, les experts s'attendaient à un rattrapage plus important avec une croissance du PIB espérée à +0,5 %. La multiplication des incertitudes et une moindre confiance tant des consommateurs que des entreprises ont limité l'ampleur du rebond.

La reprise de la consommation confirmée

Après avoir reculé de 0,1 % au deuxième trimestre, la consommation a enregistré une hausse de 0,5 % au troisième trimestre. La consommation en biens a progressé de 0,6 % faisant suite à une contraction de 0,4 %, celle des services a connu une hausse de +0,3 % après +0,1 %. Cette évolution positive est imputable aux dépenses de l'énergie qui obéissent à des facteurs de prix et de conditions climatiques. Elles ne sont pas révélatrices du moral des consommateurs.

Les dépenses alimentaires, après deux trimestres de recul, se sont stabilisées avec un gain de +0,1 %.

Dans les services, les dépenses de transport augmentent de 3,7 % mais cela est imputable à la fin des grèves qui avaient provoqué une contraction au deuxième trimestre de 2,9 %.

La consommation des ménages reste convalescente. Elle est handicapée par le ralentissement des créations d'emploi. La légère augmentation du chômage enregistrée au troisième trimestre ne peut jouer que défavorablement sur les dépenses des ménages. Par ailleurs, la question du pouvoir d'achat est devenue un sujet majeur au cours du troisième trimestre avec l'augmentation du prix des carburants. Son amélioration est attendue au quatrième trimestre qui sera marqué par la diminution des cotisations chômage et par la poursuite de la réduction de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages.

L'investissement des entreprises reste dynamique

Au troisième trimestre 2018, les dépenses d'investissement totales (formation brute de capital fixe) ont augmenté de 0,8 % soit au même rythme qu'au deuxième (+0,9 %). L'investissement des entreprises reste dynamique avec un gain de +1,4 % après +1,3 %. Les secteurs de l'informatique, les services d'information et l'automobile ont été à l'origine de ce bon résultat.

Atterrissage de l'investissement des ménages

L'investissement des ménages poursuit son mouvement de correction après la forte hausse de 2017. Il se contracte, en effet, de 0,2 % après 0,0 %. Une baisse en lien avec le recul des mises en chantiers de logements depuis fin 2017.

Légère contribution positive du commerce extérieur

Au troisième trimestre, les exportations ont augmenté de 0,7 % contre +0,1 % au deuxième trimestre quand les importations n'ont progressé que de 0,3 % après +0,7 %. De ce fait, les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance : +0,1 point, après -0,2 point au deuxième trimestre. Au cours du premier semestre, le commerce extérieur avait pénalisé la croissance française. L'augmentation des livraisons d'avion a permis ce rétablissement qui ne permet pas de réduire de manière significative le déficit commercial. Au mois d'août, le déficit cumulé sur les 12 derniers du commerce extérieur français a atteint 61,9 milliards d'euros contre 63,8 milliards pour l'année 2017.

L'objectif de croissance de 1,6 % en ligne de mire

La croissance française pourrait atteindre sur l'année le taux de 1,6 % prévu par l'INSEE et la Banque de France, sauf contreperformance notable au dernier trimestre. Elle pourrait en cas d'accélération se rapprocher de l'objectif du Gouvernement de 1,7 %. Le dernier trimestre bénéficiera de la baisse des charges sociales et de la baisse de la taxe d'habitation. Les pouvoirs publics espèrent également une diminution du taux d'épargne des ménages qui avait atteint 14,3 % du revenu disponible brut au deuxième trimestre. Parmi les facteurs pouvant entraver la croissance française figurent le ralentissement du commerce international, la hausse du prix du pétrole, la stagnation des créations d'emploi et l'absence de confiance des consommateurs et des investisseurs. Au regard des chiffres des trois premiers trimestres, l'année 2018 est sur le plan économique une année passable voire décevante. L'embellie de la fin de l'année 2017 n'a pas fait long feu en raison de la hausse du pétrole et d'une demande intérieure moins vive que prévu.

Contact presse :

Sarah Le Gouez

06 13 90 75 48

slegouez@cercledelepargne.fr